

**JORDANIE**

**Irene Khan, secrétaire générale  
d'Amnesty International, s'entretient de  
l'Irak avec le roi Abdallah**  
*Index AI : MDE 16/005/2003*

« Les droits humains et les besoins humanitaires du peuple irakien doivent être la principale préoccupation dans le débat sur l'Irak », a déclaré Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International, à la fin de sa visite en Jordanie. S'exprimant à l'issue de son audience avec Sa Majesté le Roi Abdallah bin Hussein, Irene Khan a salué l'appel du roi pour que soit accordée une plus grande attention à la situation humanitaire à l'intérieur de l'Irak en cas de guerre.

Le roi Abdallah a assuré que la Jordanie accorderait protection aux réfugiés si les hostilités se déclenchaient et que les organisations internationales pourraient être présentes dans le pays.

« La Jordanie possède une longue tradition d'accueil des réfugiés, a déclaré Irene Khan. La communauté internationale doit apporter son soutien à la Jordanie et aux pays voisins et veiller à ce que les fonds nécessaires à l'aide et à la protection de ceux qui fuient leur pays soient mis en place. »

Au moment où les tensions s'accroissent avec la menace de la guerre et où les libertés d'expression et de réunion subissent des pressions renouvelées, la secrétaire générale d'Amnesty International a souligné la nécessité de protéger les droits humains en Jordanie. Elle a salué l'engagement du roi Abdallah à faire en sorte que « les personnes puissent exprimer leur opinion » et sa disposition à réexaminer la législation existante, entre autres la loi 54 de 2001, qui a été utilisée pour restreindre la liberté d'expression et arrêter et maintenir en détention des personnes.

Cette visite en Jordanie fait partie de la campagne de pression d'Amnesty International auprès des États membres des Nations unies, au rang desquels figurent des gouvernements de la région du Moyen Orient ; le but de cette campagne est de faire en sorte que les droits humains et les implications humanitaires de la crise en Irak soient véritablement pris en compte.

Amnesty International tente d'obtenir l'autorisation de se rendre en Irak depuis 1983 ; l'organisation a reçu

récemment une réponse positive du gouvernement irakien.

« Nous cherchons à dialoguer de façon sérieuse. Nous sommes conscients que dans la situation politique hautement sensible dans laquelle nous nous trouvons, les droits humains peuvent faire l'objet de manipulations de la part de toutes les parties. Cependant nous devons chercher à obtenir une réponse aux sérieuses préoccupations qui sont les nôtres depuis des dizaines d'années au sujet des droits humains en Irak », a déclaré Irene Khan. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site [www.amnesty.org](http://www.amnesty.org)**